

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 17 mars 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**49 2015.RRGR.897 Motion 236-2015 Müller (Langenthal, PS)
Pour une réglementation du dessaisissement de fortune**

N° de l'intervention: 236-2015
Type d'intervention: Motion
N° d'affaire: 2015.RRGR.897
Déposée le: 09.09.2015
Déposée par: Müller (Langenthal, PS) (porte-parole)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV)
Cosignataires: 13
N° d'ACE: 189/2016 du 17 février 2016
Direction: JCE

Pour une réglementation du dessaisissement de fortune

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'imposer ou de proposer une solution pour que l'aide sociale ne doive pas décaisser des prestations complémentaires suite à un « dessaisissement de fortune » ;
2. d'étudier à cette occasion s'il ne faudrait pas durcir la réglementation applicable à l'obligation d'assistance aux proches en cas de versement anticipé de parts d'héritage ;
3. d'étudier si la donation, le transfert et la vente de propriétés dans le canton de Berne ne devraient pas être effectués au moins à leur valeur vénale, cette valeur étant comptée dans le patrimoine, même en cas de renonciation, lors du calcul des prestations complémentaires.

Développement :

Les abus de l'aide sociale ne se limitent pas aux sempiternelles histoires de bénéficiaires de l'aide sociale qui omettent de signaler une sous-location par exemple ou qui ne déclarent pas correctement les gains de leur activité lucrative ou encore qui font de la résistance à la réinsertion professionnelle en refusant de coopérer. Aux yeux des motionnaires, le dessaisissement de fortune de personnes âgées, un phénomène qui occupe régulièrement les services sociaux du canton de Berne, constitue également un abus ou est du moins contraire au sens de la justice.

Il arrive de plus en plus fréquemment que des personnes fortunées transmettent leur patrimoine à des héritiers potentiels ou à des tiers par transfert, donation ou vente en-deçà de la valeur vénale. Si après s'être dessaisi d'un bien (avance sur héritage, donation, vente à un prix préférentiel, etc.), le donateur ou la donatrice sollicite des prestations complémentaires pour financer ses dépenses courantes (séjour en EMS p. ex.), ce dessaisissement de fortune se répercute sur le calcul des prestations. Le nombre d'années écoulées depuis le transfert des valeurs patrimoniales est sans importance. En cas de dessaisissement, le patrimoine transféré doit être intégré au calcul, comme s'il était encore disponible. Un amortissement de 10 000 francs par an sera néanmoins accordé.

Ainsi, si une personne offre sa maison d'une valeur vénale de 500 000 francs dix ans avant d'entrer dans un EMS, pour calculer les prestations complémentaires il faudra compter 400 000 francs de patrimoine, une somme dont cette personne ne dispose plus. Le plafond de ressources à ne pas dépasser pour pouvoir prétendre aux prestations complémentaires étant de 60 000 francs, cette personne devrait donc attendre 34 ans avant d'y avoir droit.

Si le découvert causé par des charges trop élevées par rapport aux ressources tirées de l'AVS, de la caisse de pension et de la caisse maladie n'est pris en charge ni par les prestations

complémentaires, ni par les proches (de leur plein gré), l'aide sociale peut être appelée à intervenir. Elle est légalement tenue de régler le découvert des personnes qui en font la demande.

A cette occasion, les services sociaux déterminent l'obligation de fournir des aliments à ses proches (art. 328 du CC) :

¹ Chacun, pour autant qu'il vive dans l'aisance, est tenu de fournir des aliments à ses parents en ligne directe ascendante et descendante, lorsque, à défaut de cette assistance, ils tomberaient dans le besoin.

D'après la jurisprudence du Tribunal fédéral, une personne vit dans l'aisance lorsque ses revenus et sa fortune lui permettent de mener une vie aisée. Le revenu imposable selon la taxation fédérale, fortune prise en compte, sert de base de calcul. Est tenu de fournir des aliments à ses proches quiconque dispose d'un revenu imposable annuel supérieur à 120 000 francs par an (180 000 CHF pour les personnes mariées), fortune prise en compte. Le versement anticipé de patrimoine ou la donation (partielle) de valeurs patrimoniales en-deçà de leur valeur vénale ne sont pas particulièrement pris en compte dans l'obligation de fournir des aliments.

Il arrive ainsi de nos jours que des retraités et retraitées reçoivent un soutien financier de l'aide sociale, et donc des contribuables, alors qu'ils disposent ou du moins ont disposé d'un patrimoine.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif se prononce comme suit sur les différents points abordés dans la motion :

Point 1

Le droit à des prestations complémentaires se calcule sur la base de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et l'AI (LPC)¹ qui dispose que les revenus déterminants comprennent les ressources et parts de fortune dont un ayant droit s'est dessaisi (art. 11, al. 1, lit. g LPC). Le montant de la fortune librement disponible doit s'élever tout au plus à 37 500 francs pour les personnes seules et à 60 000 francs pour les couples pour qu'ils puissent avoir droit aux prestations complémentaires. Si le bénéficiaire de prestations complémentaires ou une autre personne comprise dans le calcul de ces prestations est propriétaire d'un immeuble qui sert d'habitation à l'une de ces personnes au moins, seule la valeur de l'immeuble supérieure à 112 500 francs entre en considération au titre de la fortune (art. 11, al. 1, lit. c LPC). Quant aux modalités d'évaluation de la fortune, elles sont définies à l'article 17 de l'ordonnance sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (OPC-AVS/AI)² de la manière suivante : la fortune prise en compte doit être évaluée selon les règles de la législation sur l'impôt cantonal direct du canton du domicile (art. 17, al. 1 OPC-AVS/AI) et, en cas de dessaisissement d'un immeuble, à titre onéreux ou gratuit, est déterminante la valeur vénale pour savoir s'il y a renonciation à des parts de fortune (art. 17, al. 5 OPC-AVS/AI).

A cet égard, la législation fédérale précise également selon quelles modalités les ressources et parts de fortune dont un ayant droit s'est dessaisi sont pris en compte dans le calcul du revenu qui détermine le droit à des prestations complémentaires (art. 11, al. 1, lit. g LPC). Comme le précise la motion, la part de fortune dessaisie à prendre en compte est réduite chaque année de 10 000 francs (art. 17a OPC-AVS/AI). Le solde est compris dans le calcul lié aux prestations complémentaires en tant que patrimoine hypothétique, comme il a précédemment été mentionné. Ainsi, en cas de renonciation à une part du patrimoine, cette part est considérée comme un revenu bien qu'elle ne soit pas disponible dans la réalité. Grâce à cette disposition, l'égalité de traitement concernant le droit à des prestations complémentaires est assurée pour les personnes qui ne se sont pas dessaisies de valeurs patrimoniales.

Ces dispositions fédérales sont obligatoires pour les cantons. S'agissant de la renonciation à des parts de fortune, il n'est par conséquent pas possible d'élaborer des prescriptions propres au canton en matière de prestations complémentaires.

¹ RS 831.30

² RS 831.301

Point 2

Le point 2 de la présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Seuls les parents en ligne directe ascendante ou descendante (enfants – parents – grands-parents ; art. 328 CCS) sont tenus de prêter assistance. Les autres parents, eux, ne sont pas concernés : les frères et sœurs, les beaux-parents, les enfants du conjoint ou les parents par alliance n'ont ni obligations ni droits dans ce domaine. Les cantons ne sont pas autorisés à étendre le cercle des débiteurs potentiels (arrêt du Tribunal fédéral 1P.254/2002).

Comme les motionnaires l'indiquent, seuls les proches qui vivent dans l'aisance sont tenus de fournir des aliments. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, une personne vit dans l'aisance lorsque ses revenus et sa fortune lui garantissent une certaine prospérité. Au sens des normes CSIAS, une telle situation se produit lorsque le revenu imposable selon l'impôt fédéral majoré d'une part de fortune convertie en revenu se monte à plus de 120 000 francs pour les personnes seules ou 180 000 francs pour les personnes mariées, somme à laquelle s'ajoute un complément de 20 000 francs par enfant. De la fortune imposable, un montant librement disponible est déduit (250 000 CHF pour les personnes seules, 500 000 CHF pour les personnes mariées, 40 000 CHF par enfant). Le solde doit être converti en revenu sur la base de l'espérance de vie moyenne (montant annuel) et pris en compte comme tel. Le canton de Berne se sert de ce mode de calcul en matière d'aide sociale. Le Conseil-exécutif estime que les sommes mentionnées sont passablement élevées. Elles doivent faire l'objet d'un examen en cas de dessaisissement et, au besoin, être ajustées. Il est effectivement choquant que des personnes procèdent intentionnellement à des donations, transferts ou ventes de biens en deçà de leur valeur vénale en vue d'avoir accès aux deniers publics plus rapidement.

Il n'est cependant pas possible d'exiger des proches qu'ils fournissent des aliments moyennant une décision des autorités sociales. En cas de litige, la collectivité publique qui prend en charge les frais (art. 25 de la loi fédérale sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin ; LAS³) doit engager une action civile afin de réclamer l'entretien pour l'avenir et pour l'année qui précède l'ouverture de l'action (art. 279 CCS).

Point 3

Une donation, un transfert ou une vente de propriété au-dessous de sa valeur vénale survient en général avant la sollicitation de prestations complémentaires ou de l'aide sociale. Il faudrait donc édicter une disposition empêchant les transferts ou les ventes de propriétés qui s'appliquerait à toutes les personnes vivant dans le canton de Berne. Une telle disposition irait à l'encontre du droit de propriété (art. 26 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse ; Cst.⁴) et serait donc anticonstitutionnelle. Elle interviendrait de plus sur le plan civil, alors que la législation en matière de droit civil et de procédure civile relève de la compétence de la Confédération (art. 122 Cst.). Les cantons n'ont la faculté d'établir ou d'abroger des règles de droit civil que dans les matières où leur compétence législative a été maintenue (art. 5 CCS). Or la Confédération n'a en l'occurrence pas délégué aux cantons la compétence pour légiférer. Au vu de ce qui précède, le canton de Berne ne peut pas exiger que les propriétés ne soient pas transférées ou vendues en dessous de leur valeur vénale. S'agissant de la renonciation à des parts de fortune, il convient de tenir compte des développements exposés aux points 1 et 2.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

³ RS 851.1

⁴ RS 101

Chiffre 2: adoption

Chiffre 3: rejet

Le président. Herr Müller hat Ziffer 3 seines Vorstosses vorgängig zurückgezogen. Es verbleiben die Ziffern 1 und 2. Der Regierungsrat lehnt Ziffer 1 ab und ist bereit, Ziffer 2 anzunehmen. Wir führen eine freie Debatte.

Reto Müller, Langenthal (PS). «Jeglicher Missbrauch von Sozialhilfegeldern muss verfolgt und bestraft werden», oder: «Missbrauch und ausufernde Sozialindustrie stoppen». Das kommt wohl einigen hier im Saal bekannt vor. Das sind nicht Aussagen von mir, obwohl ich sie teilweise auch unterstützen könnte. Das sind Aussagen unserer grössten Partei, sie finden sich in ihrem Positionspapier von Juni 2015, «die Partei mit der aufgehenden Sonne». (*Hilarité*) Oder der untergehenden, ich weiss es nicht genau. Auch das Verschenken von Vermögen in Form von Geld oder Immobilien kann im Alter dazu führen, dass gemäss heutiger Regelung automatisch Sozialhilfegelder bezogen werden, obwohl Vermögen vorhanden ist oder zumindest vorhanden war. Warum? Bei der Berechnung der Ergänzungsleistungen wird auch verschenktes Vermögen mit einem Vermögensverzehr von jährlich 10 000 Franken angerechnet. Die EL bezahlt somit nicht, wenn zum Beispiel die Pflegekosten dereinst die Einkünfte und das real vorhandene Vermögen übersteigen. Die Verwandtenunterstützungspflicht kommt nur bei direkt verwandtschaftlichen Fällen zum Zug, und wenn das steuerbare Einkommen gemäss Bundessteuer zuzüglich des Vermögensverzehrs über 120 000 Franken für Alleinstehende oder über 180 000 Franken für Verheiratete liegt. Die gesetzliche Verwandtenunterstützungspflicht greift somit fast nie.

Das war jetzt eine sehr technokratische Erklärung zur Ausgangslage. Worum geht es eigentlich? In all den Fällen, in denen die EL nach Bundesrecht Vermögen anrechnet, die Lebenshaltungskosten jedoch höher sind als die Einnahmen und ein real vorhandenes Vermögen nicht mehr vorhanden ist, ist es heute automatisch an der Sozialhilfe, auszufinanzieren. Das ist störend und aus Sicht der Motionärin und der Motionäre ebenfalls sozialhilfemissbräuchlich. Zwar gesetzlich legitimiert, also das Gesetz sieht es so vor, aber teilweise ist die bereits heute vorhandene Schädigung, die sich aufgrund dieser Regelung ergibt, höher als zum Beispiel die viel zitierten Fälle des Sozialhilfemissbrauchs oder auch der Wuchervermieter. Deshalb fordern wir mit Ziffer 1 nach wie vor eine Lösung und bestreiten die Haltung des Regierungsrats. Wir wollen diesen Automatismus abschaffen. Es darf nicht sein, dass das Verschenken von Vermögen den Zugang zu öffentlichen Geldern erleichtert oder beschleunigt, wie das heute der Fall ist. Das ist Gift für unsere Sozialversicherungen. Der Regierungsrat begründet in seiner Antwort zu Ziffer 1 nur, warum wir keinen Einfluss auf das Bundesrecht haben. Das war uns aber bereits klar, als wir die Motion schrieben; trotzdem vielen Dank. Aber wir wollen eine Veränderung auf kantonaler Stufe erreichen, sodass zumindest die Hürde für den Bezug von Sozialhilfegeldern, wenn das Vermögen vorher verschenkt worden ist, erhöht wird. Hier können wir Einfluss nehmen, auf die Vorgaben der EL dagegen haben wir keinen Einfluss. Wer in Voraussicht und teilweise auch mit Unterstützung von gütigen Notaren mittels Schenkungen das Vermögen an Verwandte hinüberschiebt und dadurch einen hohen Teil der Pflegekosten im Alter auf den Staat, beziehungsweise auf die Sozialhilfe abwälzt, hat aus unserer Sicht die Bedürftigkeit grob selbstverschuldet. Das Sozialhilfegesetz kennt mit Artikel 40 eigentlich eine Rückerstattungsklausel, was aber in diesen Fällen nicht funktioniert, weil die Klientel verstirbt. Also eigentlich wäre es vorhanden, aber hier funktioniert es nicht. Insofern erscheint es uns legitim, im Kanton Bern die faktische Staatsgarantie bei Schenkungen im Bereich der Altersvorsorge abzuschaffen und die Selbstverantwortung für die Altersvorsorge ganz bei den Bürgerinnen und Bürgern zu belassen. Dies auch im Sinne der bürgerlichen Mehrheit. Ich bin sehr gespannt auf Ihre Stellungnahmen und schliesse vorerst meine Ausführungen.

Le président. Wünschen die Mitmotionäre das Wort? – Das ist nicht der Fall. Somit kommen wir zu den Fraktionssprechen. Sie können sich anmelden, wenn Sie das Wort wünschen.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich beginne bei Ziffer 2. Wie der Motionär vorhin ausführte, geht es im Grunde um etwas Stossendes, um etwas, das mich emotional aufregt. Denn wir alle hier im Saal wurden schon irgendwann einmal zur Kasse gebeten, um die Sozialhilfe von Leuten zu unterstützen, die eigentlich ihre Lieben fröhlich in grossen Häusern oder mit Schenkungen in Saus und Braus leben lassen, aber jetzt selber ihre Existenz nicht mehr sichern können. Ich sage es vielleicht etwas plakativ. Die Verwandtenunterstützungspflicht greift nicht quer

durch die gesamte Verwandtschaft. Sie kommt nur zum Zug, wenn Eltern oder Grosseltern ihre Kinder oder Enkelkinder beschenkt oder Eigentum überschrieben haben und gegen Ende ihres Lebens ihre Existenz nicht mehr sichern können. Die EVP-Fraktion ist froh, dass der Regierungsrat sich bereit erklärt, die Beträge zu überprüfen und gegebenenfalls zu senken, damit die Verwandtenunterstützungspflicht eher erwirkt werden kann.

Zu Ziffer 1: Die EVP-Fraktion versteht das Problem der verschiedenen Ebenen. Die Antwort des Regierungsrats ist klar: Der Kanton hat sich an das Bundesrecht zu halten. Das bestreiten wir nicht. Aber es wären Lösungen möglich, die man hier im Kanton anstreben könnte. Verschiedene Gespräche mit Sozialdienstleitenden oder mit einer Gemeinderätin, die das Ressort Soziales leitet, zeigten, wie schwierig es oft ist, die Verwandtenunterstützungspflicht durchzusetzen. Der Regierungsrat bestätigt das in seiner Antwort auf Seite 4. Sie kann nicht mittels Beschluss der Sozialhilfebehörden eingefordert werden, vielmehr müsste eine Zivilklage eingereicht werden, und das ist sehr schwierig. Aus diesem Grund haben wir ja eben diese Idee von der Abschaffung dieses Automatismus, der es erlaubt, Sozialhilfegelder zu bekommen. Es könnte hilfreich sein, wenn eine verwandte Person mit ihrer Mutter oder der Grossmutter auf das Sozialamt gehen müsste und dort um Sozialhilfe nachfragen müsste. Sie müsste dann zugeben, diese Person brauche jetzt öffentliche Gelder und sie selber weigere sich, der Verwandtenunterstützungspflicht nachzukommen und damit die Existenz ihrer Mutter oder Grossmutter zu sichern. Die moralische Hürde wäre so sehr hoch und es würden sich so mehr Menschen dazu bringen lassen, dieser Pflicht nachzukommen. Wenn dieser Automatismus einfach so existiert, ist es schwierig, diese Pflicht einzufordern. Wenn man genau weiss, entweder bezahlt die EL oder die Sozialhilfe und ich kann mich fein aus der Affäre ziehen, ist es viel einfacher. Deshalb begrüsst die EVP-Fraktion die Idee, bei diesem Automatismus anzusetzen und so eine Verbesserung der Situation herbeizuführen. Die Antwort des Regierungsrats ist in Bezug auf das, was hier im Kanton Bern möglich ist, nicht abschliessend. Unter Ziffer 1 würden wir sowohl ein Postulat wie auch eine Motion unterstützen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Das Anliegen dieser Motion ist grundsätzlich berechtigt. Wir alle sind uns hier im Saal einig: Es kann nicht darum gehen, Lösungen zu unterstützen, die es ermöglichen, auf Teile seines Vermögens zu verzichten, um dann auf die öffentliche Hand abzustellen. Gemäss Antwort des Regierungsrats besteht aber auf kantonaler Ebene kein Handlungsspielraum, um dieses Problem in Griff zu bekommen. Die Motionäre sagen zwar, es bestehe auf kantonaler Ebene durchaus ein Handlungsspielraum. Aber mich würde interessieren, was der Justizdirektor zu dieser Aussage meint. Bestehen irgendwelche Unsicherheiten bei der Frage, ob ein Spielraum besteht oder nicht, sollte Ziffer 1 als Postulat zur näheren Prüfung entgegengenommen werden.

Ziffer 2 wird auch vom Regierungsrat zur Annahme empfohlen. Wir stimmen dieser Ziffer in Form einer Motion zu. Allerdings möchten wir vor übertriebenen Wunschvorstellungen warnen. Wir können nicht davon ausgehen, dass man unter dem Titel Verwandtenunterstützungspflicht je sehr wesentliche Beträge wird geltend machen können, denn das Problem ist das Verfahren. Es kann von den Verwaltungsbehörden nicht verfügt werden, sondern die öffentliche Hand muss dort einen ordentlichen Zivilprozess anstrengen. Die Sozialbehörden werden sich in Anbetracht des damit verbundenen Prozess- und Kostenrisikos sehr wohl überlegen, ob sie solche Prozesse im grösseren Stil anstrengen wollen.

Fazit: Vorbehaltlich der Erläuterungen des Justizdirektors müsste man das noch einmal vertieft prüfen. Ich könnte mir vorstellen, Ziffer 1 als Postulat zu überweisen. Die FDP ist auch mit der Überweisung von Ziffer 2 als Motion einverstanden.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Der Regierungsrat informiert gut über die Ziffern 1 und 3, über die wir, weil sie nicht im Kompetenzbereich der Kantone liegen, nicht abstimmen können. Beziehungsweise würde es nichts ändern, wenn sie angenommen würden, da diese Materie in der Kompetenz des Bundes liegt. Es empfiehlt sich, Sozialhilfe und Ergänzungsleistungen nicht zu vermischen, auch wenn ausnahmsweise Leute mit Ergänzungsleistungen zum Sozialdienst gehen müssen. Es ist schon so, wie der Motionär unter Ziffer 1 schreibt: Gewisse Leute müssen vom Sozialdienst unterstützt werden, aber das ist ein nationales Gesetz und auf kantonaler Ebene kann man da nichts machen. Das ist einfach so. Wenn man hier Änderungen machen möchte, müsste man eine Standesinitiative einreichen und bei der EL etwas ändern. Die EL wird im Moment ja revidiert.

Ziffer 2 der Motion wird die grüne Fraktion annehmen und findet, wie der Regierungsrat, die Beiträge für Verwandtenunterstützung zu hoch. Daher sollte der Regierungsrat die Zahlen genauer anschauen und prüfen, ob sie angepasst werden sollten und könnten. Wie viele Personen dann schlussendlich von einer Anpassung profitieren würden und welcher Aufwand hier nötig ist, muss natürlich auch berücksichtigt werden. Deshalb gilt hier besondere Aufmerksamkeit.

Die grüne Fraktion akzeptiert nicht, dass Schenkungen, ein Übertrag oder der Kauf von Eigentum willentlich unter dem Verkehrswert erfolgen, damit die Unterstützung des Gemeinwesens zum Zug kommt. Ich möchte in Erinnerung rufen, dass dies mit einer reduzierten Handänderungssteuer möglich ist, und wir wissen ja, von wem uns diese geschenkt worden ist.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Grossratskollege Saxer hat das juristische Seziermesser hervor genommen und uns aufgezeigt, dass es keine ganz einfache Sache ist. Die Regierung hat in der Antwort bereits darauf hingewiesen, dass es rechtlich eine heikle Sache ist. Doch hoffen wir, die grosse Fraktion hier in der Mitte überzeugen zu können, so, wie die FDP offenbar auch überzeugt werden konnte, diesen Vorstoss als Postulat zu überweisen. Die Frage ist wirklich sehr heikel. Wenn man sich vorstellt, man ist 60 oder 70 Jahre alt und die eigenen Kinder sind Sozialhilfebezüger und dann muss man das Geld, das man gespart hat, den Kindern, beziehungsweise dem Fiskus geben, ist das ein unangenehmer Gedanke. Die Versuchung ist dann riesig, das Geld auf irgendeine Weise beiseite zu schaffen. Wenn wir das ändern wollen, ist hier der falsche Ort dafür. Dann muss das Bundeshaus wieder entscheiden. Im Moment ist der Bund dabei die Pflichtteile zu lockern. Ein wahres, liberales und zeitgemässes Erbrecht würde für den Erblasser eine grössere Verfügungsfreiheit vorsehen. Doch solange es so ist, muss das Kind, wenn es Schulden hat und wenn es erbt, genau wie bei einem Lotteriegewinn die Schulden der Sozialhilfe zurück bezahlen. Ich hoffe, wir können für Ziffer 1 als Postulat eine Mehrheit gewinnen. Wir hätten natürlich gerne auch ein Zeichen gesetzt, und zwar nicht im Sinne eines Seziermessers, sondern eher im Sinne eines Holzhammers. Wir hätten dieses heisse Eisen gerne angepackt. Ich persönlich könnte mit einem Postulat leben. Ich bin froh, wenn Ziffer 2 überwiesen wird. Ich bin jetzt gespannt auf die nachfolgenden Sprecher.

Vania Kohli, Berne (PBD). Wir sind froh über den Rückzug von Ziffer 3, wir hätten sie nämlich abgelehnt. Jetzt zu den verbleibenden Ziffern 1 und 2: Im Gegensatz zur FDP sind wir der Meinung, dass Ziffer 1 vom Bundesrecht vorgegeben ist und der Spielraum des Kantons bei der Legiferierung hier in der Tat nur sehr klein ist, wenn überhaupt einer besteht. Die BDP lehnt also Ziffer 1 als Motion und auch als Postulat einstimmig ab. Zu Ziffer 2: Ja, der Kanton Bern könnte diesen Vorbezug in der Tat strenger regeln. Die BDP-Fraktion ist sich des Problems bewusst. Allerdings handelt es sich um ein systemimmanentes Problem, das im Gegensatz zu der vorgeschlagenen Pflasterlipolitik eigentlich an den Wurzeln angepackt und anders geregelt werden sollte. Hinzu käme der grosse Aufwand für die Gemeinden, bis sie dann die Gelder eingetrieben hätten. Auch wenn diese Ziffer in ein Postulat gewandelt würde, würde sie grossmehrheitlich abgelehnt.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Noch als Grundsatz – man hat uns vorhin das eigene Parteiprogramm um die Ohren geschlagen: Nach Auffassung der SVP müssen Einsparungen bei der Sozialhilfe primär dort stattfinden, wo sich die Ausgaben befinden. Man müsste also dafür besorgt sein, die Ausgaben zu verringern, namentlich auch im Bereich des Sozialmissbrauchs, aber eben auch im Bereich des Sozialgebrauchs. Wir sind nicht vorbehaltlos dafür, neues Geld hereinzuholen, statt die bestehenden Ausgaben zu reduzieren; das hat zumindest nicht Priorität. Wichtig ist es, die Ausgaben zu reduzieren. Soviel zum Grundsatz, doch wir wollen nicht nur über Grundsätze sprechen, sondern auch über das Konkrete.

Bei Ziffer 1 überzeugen die Ausführungen der Regierung. Es besteht ergänzungsleistungsrechtlich ein abgeschlossener Regelungskomplex. Dort können wir als Kanton nichts regeln. Das Thema Vermögensverzicht ist dort geregelt. Hierzu ein Beispiel: Wenn jemand eine Erbschaft bekommt und sie nicht annimmt, verzichtet er eben auf das Vermögen, und dann wird das ergänzungsleistungsrechtlich zumindest teilweise wie eine Einnahme behandelt. Wenn sich die Motionäre auf den Begriff «Vermögensverzicht» fokussieren und gleichzeitig noch den Konnex zu den Ergänzungsleistungen machen, fokussieren sie sich auf die Seite, wo jemand etwas bekommt und das nicht annimmt. Und hier hat der Kanton wirklich nichts zu regeln. Dies auch dann, wenn das alles etwas anders klingen sollte und selbst wenn es in der Begründung anders daherkommt. Wenn man diese Leute schärfer anpacken will, die Dinge veräussern und dann Sozialhilfegelder

beanspruchen, ist das ein anderes Thema. Es ist nicht das Thema, das im Motionstext gefordert wird. Somit müsste man entsprechend einen anderen Vorstoss einreichen. Es wäre falsch, hier grünes Licht zu geben für eine Forderung, wie sie aus dem Text nicht herauszulesen ist, die dann vielleicht so oder vielleicht doch nicht ganz so gemeint ist. Dazu bieten wir nicht Hand. Deshalb werden wir Ziffer 1 ablehnen.

Zu Ziffer 2: Die Verwandtenunterstützung ist ein altbekanntes Thema und wird immer wieder diskutiert. Viele Leute fürchten sich vor diesem anonymen Regelungskomplex «Verwandtenunterstützung», der sie möglicherweise treffen könnte. Es ist unbestritten, Verwandtenunterstützung ist eine zivilrechtliche Streitigkeit. Das Gemeindewesen müsste sie also auf dem zivilrechtlichen Weg einfordern. Es besteht eine bundesgerichtliche Rechtsprechung, die sagt, ab wann man Verwandtenunterstützung einfordern kann. Auch gibt es SKOS-Richtlinien, die ja gesamtschweizerisch gelten. Namentlich die Sozialdemokraten berufen sich ja auch immer wieder auf diese Richtlinien und weisen immer wieder darauf hin, dass sie für alle gelten und man auf keinen Fall davon abweichen soll. Somit taucht für uns in der SVP halt dann schon das eine oder andere Fragezeichen auf. Hat der Kanton wirklich die Möglichkeit, entgegen der bundesgerichtlichen Rechtsprechung und entgegen der SKOS-Richtlinien eine Verwandtenunterstützung in viel grösserem Mass einzufordern, als dies eigentlich im zivilrechtlichen Bereich vorgesehen ist? Eine generelle Erweiterung der Verwandtenunterstützungspflicht, jetzt unabhängig von der kompetenzrechtlichen Frage, kann einzelfallgerecht nicht immer das Richtige sein. Wir stellen überhaupt nicht in Abrede, dass es Einzelfälle gibt, in denen man die Verwandten stärker zur Kasse bitten sollte. Aber hier geht es darum, generell die Messlatte zu senken und eine generelle Kurskorrektur vorzunehmen, soweit dies überhaupt möglich ist. Dazu können wir nicht Hand bieten. Deshalb wird die SVP ebenfalls Ziffer 2 in dieser Pauschalität als Motion ablehnen. Einzelne werden bei einem Postulat mitmachen, eine Motion wird aber bei der SVP keinerlei Unterstützung finden.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich habe bisher viel Theoretisches zu diesem Vorstoss gehört. Ich erhielt den Eindruck, Thomas Brönnimann habe seine eigene Motion wohl nicht ganz verstanden, deshalb bringe ich Ihnen jetzt ein Beispiel, das aufzeigt, was gemeint ist und wo das Stossende der Problematik liegt. Ich bin Geschäftsführer von Solina, einer Langzeitpflegeinstitution. Vor einiger Zeit ist bei uns eine vermögende Frau eingetreten. Sie hat ihre Rechnungen immer schön bezahlt, aber auf einmal wurden diese Rechnungen nicht mehr bezahlt. Bei uns entstand eine Lücke von 10 000 Franken, es dauerte rund zwei Monate bis wir das merkten. Wir wendeten uns an die Sozialdienste und es zeigte sich, dass die Frau kein Vermögen mehr hatte, da sie es an ihre Nachkommen vorvererbte. Es ist also plötzlich nichts mehr da. Die Ergänzungsleistungen bezahlen nichts mehr, denn sie sagen zu Recht, diese Frau habe ein Vermögen gehabt, das bei der Berechnung angerechnet wird, also bekomme sie keine Ergänzungsleistungen mehr. Und was passiert jetzt? Jetzt muss die Sozialhilfe einspringen, obwohl das Vermögen an die Nachkommen vorvererbt oder verschenkt worden ist. Da das Einkommen der Nachkommen nicht so gross ist, können die Sozialdienste dieses Geld nicht zurückfordern. Die Sozialdienste bezahlen jetzt also jeden Monat rund 5000 Franken, also eigentlich den Selbstzahleranteil, für diese Person an unsere Institution, obwohl diese Frau mehr als 1 Mio. Franken Vermögen hatte und das jetzt einfach ihren Nachkommen gegeben hat. Um dieses Problem geht es, um dieses stossende Problem.

Die Ausführungen von Patrick Freudiger in Bezug auf den Vermögensverzicht stammen ein bisschen aus dem Tierbuch, excusez. Hier geht es doch darum, eine Lösung für ein stossendes Problem zu finden. Hier wird die Sozialhilfe beigezogen um ein Problem zu lösen, das eigentlich nicht Sache der Öffentlichkeit wäre. Die Gelder sind da, um bei Engpässen eingesetzt zu werden. Ich persönlich finde zudem, man sollte während seines Lebens auch etwas sparen. Es gibt bei den alten Leuten Unterschiede: Es gibt Leute, die gearbeitet haben und gespart haben, und dann gibt es die anderen. Aber es kann doch nicht sein, dass man das Vermögen, das man angehäuft hat, beiseiteschafft und dann soll der Staat schauen. Deshalb erstaunen mich die Parteien, die diesen Vorstoss gar nicht unterstützen und nicht bereit sind, eine Lösung zu finden, ja, nicht einmal ein Postulat zu unterstützen. Es geht darum, den Spielraum des Kantons und des Vermögensverzichts zu klären. Es geht nicht darum, dass jemand, der sozialhilfebedürftig ist, eine Schenkung nicht annehmen will. Vielmehr geht es darum, dass die Ergänzungsleistung die Schenkung oder die Vorvererbung an die Nachkommen als Vermögensverzicht bezeichnen kann. Darum geht es. Hier muss man doch den Spielraum, auch wenn er gering ist, ausschöpfen. Deshalb hoffe ich, dass die Motionäre den Vorstoss in ein Postulat wandeln. So kann man prüfen was Sache ist. So kann man

auch bei Ziffer 2, wo der Kanton gewisse Möglichkeiten hat, möglichst weit gehen, damit der Staat und die öffentliche Hand die Gelder, die eigentlich nicht eingesetzt werden müssten, nicht einsetzen muss. Hier sollten die bereits vorhandenen Möglichkeiten ausgeschöpft werden.

Weil es sich um ein grundlegendes Problem handelt, braucht es dann wahrscheinlich noch eine Standesinitiative, mit der wir die Damen und Herren auf Bundesebene auf dieses Problem aufmerksam machen, das schlussendlich den Gemeinden und aufgrund des Lastenausgleichs auch dem Kanton anhaftet. Die Sozialdienste bezahlen hohe Beiträge und es handelt sich nicht nur um Einzelfälle. Es steckt eine Systematik dahinter, die unsere Sozialhilfe verteuert und denjenigen Personen Geld zukommen lässt, die es eigentlich gar nicht nötig haben. Diese Institution ist nicht dafür gedacht. Und ich wehre mich gegen Sozialmissbrauch in diesem Punkt genauso, wie ich mich auch immer wieder gegen Sozialmissbrauch wehre von Leuten, die Sozialhilfe beziehen, es aber eigentlich gar nicht nötig hätten. Ich hoffe auf die Unterstützung eines Postulats und, wenn der Vorstoss nicht gewandelt wird, auf die Unterstützung einer Motion.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Ich habe gezögert mich einzutragen, weil ich bei dieser Frage sehr befangen bin. Ich spreche hier frei und habe keinen Zettel vor mir. Ich habe mich gestern dummerweise geoutet, dass ich einen Mercedes fahre. Das war ein Fehler. Heute oute ich mich, dass ich von meiner Mutter ein Haus überschrieben bekommen habe und mich eben genau in dieser Situation befinde. Sie ist noch knapp selbstständig und lebt als 86-Jährige immer noch in der eigenen Wohnung. Der Übertritt in das Pflegeheim steht aber jeden Moment an. Wir unterstützen die Ziffer 2, denn die Werte sind sehr hoch angesetzt. Aber das Ganze muss mit Augenmass geschehen. Vor allem darf nicht passieren, dass das Geschäft oder die Firma aufgegeben oder verkauft werden muss, um den Unterhalt zu gewährleisten, wenn ein Geschäft oder eine Firma überschrieben wird. Für mich und meine Familie ist klar, dass wir meine Mutter so weit wie möglich unterstützen. Wir sind auch bereit Einschränkungen in Kauf zu nehmen. Aber ab einem gewissen Punkt ist einfach dieses Augenmass gefragt. Wegen dem Bundesrecht werden wir Ziffer 1 ablehnen. Ziffer 2 werden wir, wie erwähnt, unterstützen.

Le président. Damit kommen wir zu den Einzelvoten.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Nach dieser Diskussion habe ich den Eindruck, es werde an der Thematik vorbei diskutiert. Die höhere Sozialhilfequote wegen den Personen, die vorgängig ihr Vermögen verschenken, ist eigentlich nur ein Symptom der eigentlich verfehlten Sozialpolitik auf Bundesebene. Lassen Sie mich etwas ausholen: Vor Jahrzehnten wurde in der Schweiz noch die Politik der Stärkung der Eigenverantwortung verfolgt. Man forderte die Leute auf, Geld auf die Seite zu legen, damit sie im Alter Geld haben um davon zu leben. Man forderte sie aber auch auf, allenfalls Geld für die Kinder als Startbatzen auf die Seite zu legen. Die Politik auf Bundesebene hat dazu geführt, dass man die Eigenverantwortung des Alterssparens von den Leuten weggenommen hat. Dazu gehört das Zwangssparen unter BVG, dazu gehören aber auch die Ausführungen, wie die Ergänzungsleistungen ausgerichtet werden. Das grosse Problem ist eigentlich die Ausrichtung der Ergänzungsleistungen: Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass jemand, der ein Leben lang seine Steuern spart und bescheiden und anständig lebt, nicht viel braucht, keinen überschwänglichen Lebenswandel führt, keine teuren Autos hat und keine teuren Ferien macht, im Alter seine Ausgaben selber bestreiten muss. Er muss also sein Familienvermögen brauchen, um seinen Heimaufenthalt zu finanzieren. Wer aber sein Leben lang auf grossem Fuss lebt, schöne Reisen macht, das Geld, das er verdient hat, braucht, nicht viel auf die Seite legt, hat genau die gleiche Alterspflege und Altersvorsorge, aber in diesem Fall wird sie von den Ergänzungsleistungen oder schlussendlich vom Staat bezahlt. Das Problem sind also diese Unterschiede innerhalb der Gesellschaft. Es gibt sehr viele Leute, die das merken und es nicht richtig finden. Also versuchen sie, ihr Vermögen früh genug an die Nachkommen weiterzugeben, damit die Kinder mit ihrer Familie ein Startkapital haben. Sie versuchen also, das Geld wegzugeben, denn schlussendlich bezahlt es ja dann doch der Staat. Das meine ich mit der verfehlten Sozialpolitik auf Bundesebene. Denn sie hat eigentlich die Konsequenz, dass die Leute bemüht sind, ihr Vermögen wegzugeben. Das dürfen Sie nicht verurteilen, denn jeder schaut immer, dass es für ihn selber möglichst gut funktioniert. Wenn der Staat die Alterspflege finanziert, sobald man kein Geld mehr hat, wird man halt seine Vermögenssituation so einrichten, dass man davon möglichst viel beiseiteschaffen kann. Dieser Vorstoss nützt überhaupt nichts. Er ist nur eine Symptombekämpfung im Kanton Bern. Herr Kollege Müller, Sie müssen viel eher versuchen, die

verfehlte Sozialpolitik auf Bundesebene mit den Ergänzungsleistungen zu korrigieren. Dann bekommen wir das wieder in Griff.

Le président. Das waren jetzt auf die Sekunde genau 3 Minuten.

Simone Machado Rebmann, Berne (Les Verts). Liebe Motionärin, liebe Motionäre, ich verstehe Ihr Anliegen und ich verstehe auch die Problematik. Ich habe aber bisher keinen Lösungsvorschlag von Ihnen gehört, den ich verstehen würde und den ich unterstützen könnte. Hier besteht kein Spielraum, weil es sich in beiden Bereichen, also bei den Ergänzungsleistungen und bei der Verwandtenunterstützungspflicht, um Bundesrecht handelt. Das Beispiel von Patrick Bhend ist nicht geeignet, denn man kann das Geld wieder holen, wenn jemand 1 Mio. Franken beiseiteschafft, und zwar auf dem Weg des Zivilrechts. Leider kann ich diese Motion nicht unterstützen, auch nicht als Postulat.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Ich hätte nicht gedacht, dass ich mich zu diesem Thema noch äussere, aber jetzt muss ich doch noch ans Rednerpult treten. Unser Sozialverwalter in der Gemeinde Wohlen mit rund 9500 Einwohnenden sagt seit Jahren, dass es sich dabei um ein Problem handelt, mit dem er jährlich mehrmals konfrontiert wird. Es geht tatsächlich um Häuser mit einem Wert von 1 Mio. Franken oder mehr. Und man kann nichts machen, auch wenn das für uns unvorstellbar ist. Zu Samuel Leuenberger: Genau deine Worte gebrauchte mein Vater, um mir zu erklären, warum es in unserem Land richtig ist, wenn vermögende Leute Schwarzgeld haben, nämlich damit sie dem Staat sicher nie auf der Tasche liegen müssen. Das Ganze ist doch einfach paradox, und ich bitte Sie wirklich, jetzt einmal zur Kenntnis zu nehmen, dass sowohl das Verschenken von Vermögen als auch das beiseitelegen von Schwarzgeld ein Teil unseres Systems ist, das funktioniert. Hier helfen die Banken mit, hier helfen die Notare mit und deshalb geht es wirklich darum, diese Motion zu unterstützen.

Le président. Herr Brönnimann hat vorhin als Fraktionssprecher gesprochen, jetzt hat der als Mitmotionär nochmals 3 Minuten zur Verfügung.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich bedanke mich bei der Grossratskollegin Machado für die juristische Belehrung. Ich bitte sie aber, dann einfach auch bei ihren eigenen Vorstössen diese hohe Messlatte anzusetzen, wenn es um Bundesrecht geht. Auch bedanke ich mich beim Grossratskollega Bhend für die juristische Belehrung. Ich bin selber ja auch Jurist, deshalb bin ich es gewohnt, dass Juristen Juristen belehren. Ich bin mir durchaus bewusst, und Regierungsrat Neuhaus wird es dann sicher auch noch sagen: Aufgrund des Bundesrechts funktioniert das nicht. Ich gebe das zu. Aber wir sind ja nicht Juristen hier im Saal, wir sind nicht Richter, sondern wir sind Politiker. Wir wollen also auf einen Missstand hinweisen. Und das ist uns schon ziemlich erfolgreich gelungen.

Noch etwas zu Grossratskollege Leuenberger: Die Aussage, wonach die Leute des Mittelstandes ihr Geld auf Kreuzfahrten und so weiter verjubeln und dann Ergänzungsleistungen beziehen, ist wieder einmal so ein Mythos. Das ist ein Mythos, diese Zahlen möchte ich zuerst einmal sehen. Warum brauchen immer mehr Leute Ergänzungsleistungen? Dafür gibt es hauptsächlich zwei Gründe: Erstens werden die Jahrgänge, die ins Rentenalter kommen, immer grösser. Das ist ein rein demographischer Effekt, das hat nichts mit dem System zu tun. Der zweite Grund sollte uns auch als Grossräte zu denken geben: In diesem Land kann man mit der AHV, also auch mit der maximalen AHV, wenn man während des ganzen Lebens gearbeitet und Beiträge bezahlt hat, nicht mehr leben. Wenn wir wirklich erreichen wollen, dass die Leute nicht mehr auf Kosten der anderen leben können – Herr Haas gibt mir da schon wieder ein paar Tipps –, müssen wir eben diese Zwangsabgaben einkassieren, und zwar während der Zeit, in der man arbeitet. Entweder bei der AHV, indem die Gebühren erhöht werden, oder noch besser, indem wir die Beiträge beim BVG erhöhen. Aber da würde Herr Haas wohl nicht mitmachen. Denn die Gelder, die wir beim BVG einkassiert haben, sind zweckgebunden, und diese kann niemand auf einer Kreuzfahrt verjubeln. Auf die Thematik des Vorbezugs des BVG gehe ich jetzt nicht ein, denn das würde den Rahmen sprengen.

Le président. Sie machen es mir wirklich schwer, und zwar nicht wegen den Inhalten, die Sie vortragen. Aber zum Teil sprechen Sie unanständig kurz und dann geht es wieder viel länger als wir

geplant haben. Das weitere Programm ist somit sehr schwierig abzuschätzen. Gemäss dem aktuellen Plan wird die Session am Montag weitergeführt. Aber wenn Sie bei den folgenden Kreditgeschäften nur total 2 Minuten brauchen, reicht die Zeit dann plötzlich nur für ein oder zwei Geschäfte nicht mehr aus. Die Planung ist im Moment sehr schwierig, deshalb kann noch nicht sagen, wo wir am Schluss landen werden. Aber klar ist, wir gehen jetzt essen. (*Hilarité*) Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 45.

Les rédactrices:

Dorothea Richner (d)

Catherine Graf Lutz (f)